

Le 28 octobre 2024

## **GIPA : Coup de massue pour les fonctionnaires, la CFTC dénonce et exige des actes**

Face à la suppression de la GIPA pour 2024 et 2025, la Fédération CFTC des Agents de l'Etat (CFTC FAE) dénonce une atteinte grave au pouvoir d'achat des agents publics. Elle appelle le ministère de la Fonction publique à reconsidérer cette décision et exige la réintroduction de la GIPA ainsi qu'une revalorisation du point d'indice pour garantir des conditions de vie décentes aux fonctionnaires.

La **CFTC FAE** se déclare consternée et n'a pas l'intention de rester silencieuse face à la **suppression de la GIPA pour 2024 et 2025**.

Cette annonce, confirmée par le **ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian**, dans une récente interview, a fait l'effet d'une **onde de choc** parmi les agents publics. La **CFTC** regrette que ce dispositif, **vital pour compenser la perte de pouvoir d'achat** de milliers de fonctionnaires confrontés à une inflation galopante, soit ainsi balayé **sans alternatives de compensation**.

Le « bleu budgétaire<sup>1</sup> » du **Projet de Loi de Finances (PLF) 2025** confirme cette décision, en affichant **l'absence de toute ligne budgétaire dédiée à la GIPA** pour l'année prochaine, confirmant ainsi son abandon pour au moins deux ans.

Pour la **CFTC FAE** les « **contraintes budgétaires** » évoquées par le gouvernement sont une **justification inacceptable**, qui masque une **politique de rigueur** appliquée **sans discernement** sur des agents publics dont le travail constitue **l'ossature des services publics en France**. La Fédération souligne que les **fonctionnaires, en première ligne** pour garantir les services essentiels dans des domaines comme la **santé, l'éducation, et la sécurité**, méritent des **conditions de vie et de travail respectueuses de leur engagement**. Dans cette optique, la **CFTC réclame non seulement la réintroduction de la GIPA**, mais également une **revalorisation urgente du point d'indice** pour aligner les salaires sur le coût de la vie.

Pour la **CFTC FAE**, il est **hors de question de voir les fonctionnaires financer les politiques d'austérité aux dépens de leur propre stabilité économique et de leur dignité**.

La **CFTC FAE** va donc solliciter le **ministère de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'Action publique** pour qu'il reconsidère cette décision. Elle exige un **dialogue constructif** pour étudier des solutions durables garantissant aux agents publics des **conditions salariales décentes qui garantissent un véritable pouvoir d'achat**.

**N'hésitez pas à nous joindre en allant rencontrer vos correspondants CFTC et par l'intermédiaire de [notre formulaire de contact](#).**